

Dans cet article, qui fait suite à [un précédent](#) sur les controverses idéologiques parmi les courants d'extrême droite, René Monzat met au jour la situation et les soutiens financiers de la presse d'extrême droite, et s'arrête en particulier sur le groupe Causeur.

Chercheur et militant antifasciste, ancien co-animateur du réseau Ras l'Front, René Monzat a écrit de nombreux livres sur les extrêmes droites, en particulier *Enquête sur la droite extrême* (Le Monde Éditions, 1992), *Les Droites nationales et radicales en France* (avec Jean-Yves Camus, PUL, 1992) ou encore *Les voleurs d'avenir* (Textuel, 2004).

Les temps sont durs pour la presse d'opinion, mais prétendre qu'elle serait par définition déficitaire est une idée reçue. Les publications de la droite radicale illustrent des situations très divergentes. Malgré une transparence très inégale, il n'est pas nécessaire d'invoquer les généreux subsides de la Russie, de la République Islamique d'Iran, de caisses noires de syndicats patronaux (autant d'acteurs qui ont dans le passé fourni des aides à des groupes ou des publications d'extrême-droite) ou de Steve Bannon, l'ex conseiller de Trump^[1], pour rendre compte aujourd'hui de la situation comptable de ces titres.

Paradoxalement, le soutien le plus organisé de cadres de l'extrême droite historique, s'est porté sur le groupe de presse qui édite la revue initialement la moins « marquée », **Causeur**.

Situation financière des médias d'extrême droite

Valeurs actuelles, un newsmagazine réac, « danseuse » de riches patrons

Peu de temps après la mort de son fondateur, le sénateur Raymond Bourguin, en 1990, le titre a été successivement acheté puis revendu par une ribambelle de riches patrons, à commencer par Marc Ladreit de Lacharrière (via sa holding Fimalac), le propriétaire de **La Revue des deux Mondes**^[2], Serge Dassault (avionneur), puis Pierre Fabre (laboratoire éponyme) propriétaire de Sud Radio, enfin Iskander Safa (chantiers navals civils et militaires) via Privinvest mediaş elle-même contrôlée par Privinvest holding, domiciliée à Beyrouth. Iskander Safa, 92^{ème} fortune de France en 2020 selon **Challenges**^[3], est issu d'une famille maronite proche du pouvoir libanais, engagé dans les rangs des milices de droite durant la guerre civile.

La diffusion oscille entre 120 000 et 100 000 exemplaires entre 2015 et 2019. Elle semble augmenter avec la radicalité des couvertures. Cette diffusion et le nombre de pages de publicité, font de **Valeurs actuelles** le plus petit des newsmagazines derrière **Marianne**, dont la diffusion s'érode mais dépasse toujours les 120 000 ventes. C'est dix ou vingt fois plus que la diffusion des revues **Éléments**, **Causeur** ou **L'Incorrect**.

Valeurs actuelles est le principal titre du Groupe Valmonde, (avec **Spectacle du Monde** et **Mieux vivre votre Argent**). Le groupe est né en 1955 sous le titre significatif de « **A l'écoute de la finance** ». Le chiffre d'affaires du Groupe Valmonde se monte à 24 millions d'euros en 2018. Il a dégagé un bénéfice de plus d'un million d'euros, et distribué un million d'euros de dividendes : le groupe a donc vocation à rapporter de l'argent et n'obéit pas à une logique militante. « **Valeurs actuelles**, [...] se développe avec une ligne antisystème »

**Qui soutient la presse d'extrême droite ? Un voyage dans les
droites radicales depuis 60 ans**

<https://www.contretemps.eu> redaction

affirmait en 2017 le directeur général, Yves de Kerdrel. « *Mais le groupe se développe là où nous jugeons bon qu'il se développe, afin de créer de la valeur pour l'actionnaire.* » Le poste salaires et charges sociales en témoigne, il se monte à 6,5 millions d'euros pour 80 salariés : les journalistes sont rémunérés.

Le maigre quotidien de *Présent*

Bien qu'il ait paru quotidiennement depuis 45 ans, la survie de ***Présent*** est menacée par la diminution du nombre d'abonnés.

En effet, celui-ci a décliné une première fois après 1999 lors de la scission du FN entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, où ***Présent*** a refusé de choisir un camp, s'attirant l'ire de Jean-Marie le Pen et de ses fidèles. ***Présent*** a perdu nombre d'abonnés une nouvelle fois après 2014 quand il a soutenu Marine le Pen dans son ascension à la tête du Front National. Cette orientation entraîna le départ d'une partie des journalistes pour « clause de conscience ». Cette crise découragea nombre d'abonnés, réduisant les recettes en proportion et, via les demandes d'indemnités des journalistes partants, gonflant les dépenses et amputant la trésorerie. Si bien qu'en 2017, selon l'une des plus anciennes journalistes, la diffusion payée était tombée à 2 500, la direction évoquant un chiffre de 8 000 ou 10 000.

En 2018 ***Présent*** a dégagé un chiffre d'affaires de 868 000€ dont 488 000 € d'abonnements. Le quotidien a perçu 142 000 € de subvention au titre de l'aide à la presse. Le poste salaires (330 000€) et charges salariales (131 000€) correspond aux salaires des journalistes (parfois payés en dessous de la grille de la convention collective). Un déficit de 62 000€ vient porter le « report à nouveau » à un déficit cumulé de 575 000 €.

***Rivarol*, un hebdomadaire frugal au service d'obsessions antisémites**

Rivarol a des comptes équilibrés : avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 000 €, il règle 47 000€ de salaires et traitements, il a dégagé un bénéfice de 5000 € en 2018 et de 33 000 € en 2017. Le report à nouveau (bénéfice non distribué) se monte à plus de 180 000 €. Le chiffre d'affaires de 2018 (560 000 €) représente 4500 fois le tarif de l'abonnement annuel (125 €). Un train de vie frugal (ainsi le journal ne semble pas avoir de locaux indépendants) lui permet une situation économique saine.

***Réfléchir & Agir*, l'artisanat dans la durée, pour les « alboeuropéens »**

La revue, née en 1993, paraît trois fois par an. ***R&A*** est édité par le CREA (Conception et Réalisation d'Etudes et Argumentaires) qui vit dans la même opacité.

Son modèle, tout artisanal, repose sur l'engagement de militants, comme Pierre Gillieth (le toulousain Bertrand le Digabel) et Eugène Krampon (Éric Fornal, issu de Terre & Peuple de Pierre Vial), qui rédigent une bonne part des articles, sollicitent les collaborations, et maquentent eux-mêmes la revue éditée en quadrichromie.

La diffusion revendiquée de plusieurs milliers d'exemplaires (7000 en 2017), considérant les tarifs des abonnements à 26€ ou 35€, peut fournir des recettes qui couvrent les dépenses : nulles pour la rédaction et la maquette, limitées par un système de diffusion bien rodé permettant de savoir, pour chaque point de vente, s'il reste des exemplaires disponibles ou si le stock est épuisé.

Les publicités, issues de structures de la même mouvance, sont facturées à des tarifs presque symboliques, et ne contribuent pas significativement à l'équilibre des comptes.

Front Populaire dispose déjà d'assez d'abonnements pour durer

La revue, qui compte surtout sur ses abonnements, dispose a priori de quoi tenir au moins sa première année. **Front Populaire** revendiquait dès avant sa première parution, en juin 2020, 30 000 abonnés à 49 €. Or 1,5 millions d'euros pour sortir 4 numéros constituent un « matelas » confortable. D'autant que les ventes annoncées (75 000) feraient plus que doubler ce chiffre. Elle n'a donc pas besoin de recruter financiers et mécènes. Le déficit chronique n'est pas une caractéristique obligée de tout organe de presse, la dépendance vis-à-vis de la publicité non plus. **Front Populaire** élargit apparemment le petit cercle des journaux autosuffisants.

Éléments participe du système d'actionnariat politique qui soutient les entreprises de la Nouvelle Droite

La Nouvelle Droite est-elle le « Groupe Mulliez »^[4] de l'extrême droite ? Dans le cas de la droite identitaire, les membres d'un même clan (Grece^[5]) sont actionnaires, via des participations croisées, d'une nébuleuse d'entreprises qui, juridiquement, n'apparaissent pas liées.

Éléments est édité par la société Seprecom : Société Européenne d'Édition de Presse de Communication. Cette société au capital de 6800€ avait à sa création en 2015 pour actionnaires des cadres du Grece : Gérard Landry ancien rédacteur en chef du « **Courrier des Pays Bas Français** », Pierre Bérard (Grece Strasbourg), Jean-François Husson (Toulon). Plusieurs étaient déjà, 30 ans auparavant actionnaires de la Société des Éditions du Labyrinthe, qui éditait **Éléments**.

En 2019, tous cèdent tous leurs actions à la Sepredif qui a un capital de 500 euros, répartis pour moitié entre Jean-François Husson et Alain Lefebvre. Alain Lefebvre est un des fondateurs du Grece, qui a créé l'hebdomadaire **Stratégies**, puis avec sa femme Elisabeth, elle aussi ancienne militante d'extrême droite, les magazines **Biba, 20 ans**, etc. Il participe au lancement de **Magazine Hebdo**.

La librairie d'**Éléments**, la *Nouvelle Librairie* de la rue de Médicis à Paris, est gérée par la société éponyme, dont les deux actionnaires sont François Bousquet (qui tient la librairie pour un salaire de 2000€) et la Sepredif de Toulon, au capital de 500€, déjà actionnaire de Seprecom qui édite la revue. En d'autres termes, **Éléments** est complètement contrôlé par la génération qui a commencé à militer dans les années 60 et a fondé le Grece. Alain Lefebvre est une valeur sûre dans le système d'actionnariat de la Nouvelle Droite : il a été associé depuis des décennies avec d'autres cadres de son courant dans diverses sociétés.

Une rumeur, propagée par des anciens de la mouvance [6], suggère que les militants qui ont été cadres de haut niveau de l'industrie pharmaceutique ont alimenté les ressources de la Nouvelle Droite. L'hypothèse de « valets du grand capital » est rassurante pour la gauche, mais presque rien ne vient la conforter. En revanche on peut remarquer dans diverses structures proches du Grece la présence de familles entières, propriétaires d'entreprises familiales dans d'autres secteurs.

Nous avons affaire à un courant autonome, à analyser en termes politiques, idéologiques et intellectuels et non comme la simple « projection » du patronat.

L'Incorrect, vers le grand écart entre les convictions et les finances ? Avant-garde, parrain discret de l'Incorrect

Charles Millon et Charles Beigbeder animent un mouvement sans grande activité qui constitue le pôle libéral du courant de Marion Maréchal et symbolise un milieu, la bourgeoisie catholique, dont les financements seraient fort utiles à un projet politique « libéral conservateur » et identitaire.

Libéralisme ne signifie pas pour eux une foi libérale comparable à celle de Macron, mais un libéralisme limité, tempéré. Les écrits de Chantal Delsol peuvent être lus comme le socle philosophique de cette sensibilité. Le manifeste du mouvement *Avant-garde* les met en mots :

« Pour y parvenir, nous croyons à l'économie de marché, mais pas à la société de marché. Alors que l'économie de marché a pour seul objectif d'organiser la loi de l'offre et de la demande en distinguant ce qui relève du commerce et de l'échange et ce qui touche à l'intégrité de la personne ; la société de marché, elle, n'a de cesse de tout transformer en économie consommable. »

« En ce sens, le système financier devenu fou à se prendre pour sa propre finalité mérite d'être entièrement repensé et révisé sur des bases saines. Nous ne croyons pas à la bonté permanente de l'homme, surtout quand il manipule de l'argent. Une vraie politique ne se peut concevoir que dégagée des intérêts financiers ou techniques. Cela suppose que la société politique s'accorde les moyens de nommer tout ce qui n'est pas un marché et tout ce qui ne pourra jamais en être un. À mesure que les marchés se sont désencastrés, selon le mot de Polanyi, de la vie sociale, politique, humaine, s'autonomisant, ils ont conquis la puissance, en attendant le droit, de faire un marché de la vie elle-même. »

« À l'extrême, l'on pourrait comprendre ces jeunes gens nés ici qui deviennent djihadistes parce que rien d'autre ne leur a été offert. Quand il n'y a plus ni sainteté ni spiritualité ni idéal de grandeur, on prend ce qui passe et qui fait frémir. Cette culture matérialiste, du déchet, donne évidemment envie de partir. Finalement, ces jeunes djihadistes ont peut-être le droit de choisir. Soit partir mais ne jamais revenir, soit rester mais s'intégrer. »

« Nous sommes inspirés par l'anthropologie chrétienne, certainement. Nous croyons, mais c'est surtout l'histoire qui le croit à travers nous, que la destinée de la France s'est construite dans sa foi et sa religion, qu'il ne peut en être

L'articulation avec les sensibilités catholiques identitaires est assez évidente. *La Fondation du Pont-Neuf* créée en 2019 par les mêmes : Chantal Delsol, Charles Beigbeder, Frédéric Rouvillois, décrit exhaustivement les présupposés et références intellectuelles de cette sensibilité libérale conservatrice[7]. Avec de pareils parrains, l'antilibéralisme de **L'Incorrect** risque de rencontrer sa limite !

Le groupe **Causeur** : une reconstitution de ligue dissoute

Causeur, un nouveau Minute ?

Gil Mihaely est le directeur de publication des trois périodiques : **Causeur**, **Conflits** et **Transitions & Energies** qui échangent des pleines pages de publicité à chaque numéro. Ce groupe de trois revues a été épaulé jusqu'en 2019 par un collectif d'anciens cadres activistes d'extrême droite : anciens d'Ordre Nouveau, du GUD, du PFN et parfois toujours proches du Grece.

La société qui édite **Causeur** était jusqu'en 2019 soutenue à bout de bras (plusieurs centaines de milliers d'euros) par son actionnaire principal Gérald Penciolelli. En effet **Causeur** perd de l'argent année après année : 183 858 € de perte en 2019, 132 106 € de perte au titre de l'exercice 2018, après 500 000 € de pertes en 2017, à rapporter à un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 million d'euros.

Gérald Penciolelli a un profil politique très particulier : il fut membre de la direction d'Ordre Nouveau, de celle du Parti des Forces Nouvelles (PFN), actionnaire des publications d'extrême droite le **Choc du Mois** et **Minute**. On retrouvait chez d'autres actionnaires des personnes qui ont la même origine politique : Anne Meaux, venue du PFN, fonde un cabinet de communication qui travaille pour la droite classique et de grandes entreprises.

Parmi les autres actionnaires de **Causeur**, on remarquait Xavier Niel via NJJ presse, NJJ médias et NJJ strategy dont -très curieusement- les commissaires aux comptes étaient Christian Baeckeroot (ancien dirigeant du Front National puis du Parti de la France) et son frère Guy[8].

Pourquoi une partie des cadres de l'extrême droite parieraient-ils sur **Causeur** ? Sans doute ont-ils vu dans ce titre un potentiel nouveau **Minute**. Hélas pour eux, **Causeur** ne tient pas la comparaison, des articles éditorialisants et bavards, une ligne consistant à prendre le contre-pied de ce qu'ils croient être dans l'air du temps. **Minute** sortait des scoops, certains de ses journalistes étaient (politiquement) d'authentiques « fachos », mais ils sortaient de l'info. **Causeur** se contente de news « people » dévalorisantes sur des militant·es antiracistes.

Conflits : une revue portée par la plus vieille extrême droite

La deuxième revue de ce mini groupe de presse, **Conflits**, est éditée par la Société

d'édition et de presse Antéios (SEPA). Fondée puis dirigée jusqu'en 2019 par Pascal Gauchon, elle dispose d'un conseil scientifique de géopoliticiens souvent peu progressistes. Elle propose une vulgarisation de droite par des auteurs qui mènent souvent une carrière académique.

Son numéro de juin 2020 publie une chronique d'Ingrid Riocreux (qui chronique aussi à **Causeur** et publie dans **Front Populaire**), ainsi qu'un article de Aude de Kerros, multi-collaboratrice de journaux réactionnaires et de droite radicale, qui tient la rubrique « Art et géopolitique » : **Conflits** est inclus à la marge dans le champ de circulation des journalistes de la droite radicale.

La lecture du numéro du printemps 2019 donne l'impression d'un voyage dans le temps et au sein de l'extrême droite radicale. Les articles de Bernard Lugan, ex-royaliste mais proche du Grece, ajoutent à la touche extrême droite du titre. Comme ceux du criminologue Xavier Raufer, issu lui aussi de l'extrême droite radicale (Ordre Nouveau). Moins connu, Thierry Buron, un ancien dirigeant du PFN, signe deux articles.

L'ours de **Conflits** ne mentionne, en 2019, que trois noms : Pascal Gauchon, Adam Gwiazda, dirigeant du GUD au début des années 2000, Louise Soulas, Louise Allaux de son nom de jeune fille, ex trésorière du MNR de Mégret.

Pour dire les choses autrement : sur la dizaine de membres du premier comité central du PFN de 1974 encore en vie en 2019, deux sont actionnaires de **Causeur** (Gérald Penciolelli et Anne Meaux), deux écrivent dans **Conflits** (Pascal Gauchon, Thierry Buron), et Louise Soulas, maquettiste de **Conflits**, a été élue au comité central du PFN lors du renouvellement de 1976 !

Il n'y a rien d'étonnant ni de critiquable au fait qu'un militant qui a mieux réussi, sollicite des collaborations d'anciens amis ou les embauche en raison de leurs compétences : secrétariat de rédaction et publicité pour Louise Soulas qui succède à ce poste à Véronique Villain ex GUD, et maquette cartographie pour Adam Gwiazda qui était responsable de **Jusqu'à Nouvel Ordre**, journal du GUD. Les auteurs, eux, sont surtout rétribués par le plaisir d'être publiés, la masse salariale de l'exercice terminé en mars 2018 se monte à 11 109€ après 11 260 € l'année précédente.

Les actionnaires de *Conflits* : un bottin militant

L'actionnariat de la société éditrice (selon les statuts de 2018) montre que la majorité des 14 actionnaires, détenant la quasi-totalité des actions, viennent de l'extrême droite. Sur un total de 2120 parts, 1900 sont détenues par des cadres ou anciens cadres de premier plan de ces courants, et une partie du reste par du plus menu fretin de même extraction.

-Société Maillot participation dont les deux actionnaires sont Jean François Michaud (ex militant d'extrême droite[9]), de Claude Chollet (ancien dirigeant des laboratoires IPSEN[10], ex président du Grece, Europe Jeunesse, il collabore à **Éléments** en 2020), 1000 actions.

-Pascal Gauchon (ex chef du PFN), 500 actions.

-Initial Concept de Gerald Penciolelli (ON, PFN, **Minute**), 300 actions

-Francis Bergeron, (ex Solidariste, Mouvement Jeune Révolution, pilier de **Présent**), 50 actions.

-Jean-Pierre Tatin, (ex Jeunesses Patriotiques et Sociales (JPS), ex Ordre Nouveau, ancien secrétaire de l'association des amis **d'Enquête sur l'Histoire**, revue de Dominique Venner), 30 actions.

-CIME gestion : Aymeric Le Gallou Blanc (maîtrise d'Europe Jeunesse), 20 actions.

-Jean François Guillot (Union des Etudiants de Droite de Sciences Po Paris et Europe Jeunesse), 20 actions.

Claude Chollet a remplacé en 2015 la précédente gérante de Maillot participation, Véronique Villain (élue responsable de l'administration du GUD lors du congrès du 25 26 novembre 1977). Depuis, celle-ci avait été gérante de la société *Histoire et mémoire*, qui avait pour objet d'éditer la **Nouvelle Revue d'Histoire** de Dominique Venner.

Parmi les 23 actionnaires fondateurs d'*Histoire et mémoire*, on retrouve plusieurs actionnaires d'*Antéios* : Pascal Gauchon, Jean-Pierre Tatin, Jean-François Guillot. Des membres de plusieurs familles d'Europe Jeunesse, des cadres du Grece dont Philippe Milliau (ex dirigeant du Bloc Identitaire, actionnaire de TV Libertés). L'association des « amis d'*Enquête sur l'histoire* » marquait la continuité entre les deux titres successivement dirigés par Dominique Venner, et Pascal Gauchon. En effet **Enquête sur l'histoire** a été fondée par Dominique Venner en 1991, s'assurant la collaboration de cadres du Grece et dont le directeur de publication était Gérard Penciolelli et la secrétaire de rédaction Véronique Villain. Les 30 numéros sont disponibles sur le site de l'Institut Iliade[11].

Antéios tourne casaque, acheté par des financiers libéraux

En juin 2019 l'ensemble des actionnaires de la *SEPA Antéios* ont simultanément cédé leurs parts à la société *Cantio*, au capital de 1000€, créée un mois auparavant, logée à la même adresse, et dont les deux actionnaires sont Gil Mihaely, qui devient gérant, et Louis Vincent Gave, domicilié à Hong Kong.

Louis Vincent Gave est cofondateur (avec son père Charles Gave) de Gavekall research qui conseille des fonds financiers à travers le monde. Entré récemment au capital de **Causeur**, il collabore depuis à **Conflits**. En avril 2014, il est décrit par le quotidien patronal **l'opinion** comme « *Le gourou qui parie toujours sur la Chine* », ce qui semble encore exact en 2020 !

Charles Gave (fondateur du très libéral *Institut des Libertés*), a fait parler de lui quand il a proposé d'avancer 2 millions d'euros à Debout la France, pour la liste européenne sur laquelle il devait figurer ainsi que sa fille, Emmanuelle Gave. L'histoire a d'autant plus facilement capoté que le souverainisme libéral des Gave n'est pas la tasse de thé des souverainistes antilibéraux qui suivent Nicolas Dupont Aignan. Le tout est raconté en détail dans le quotidien **l'opinion** du 11 et du 19 février 2019.

La « directrice artistique », militante clé de l'extrême droite, reprend du service

Transitions & Energies, troisième revue groupe de presse du **Causeur** a été fondée par Gérald Penciolelli. Éric Leser, ex du **Monde** est rédacteur en chef.

Éditée par la société Green Axxe Communication, filiale d'une société Green Axxe luxembourgeoise (pays où réside Gerald Penciolelli), **Transition & Energies** plaide pour une transition énergétique multicanal, valorise l'hydrogène comme moyen de stockage de l'énergie. Vulgariser ces thématiques, plus proches de ce que raconte aujourd'hui Engie que des conceptions écolo-radicales, ne risque pas de drainer un très grand flux d'abonnements. La pub fait elle aussi défaut, si bien que la logique qui pousse à lancer une telle revue, qui ressemble à un publi rédactionnel ou à des documents de lobbying, n'apparaît pas clairement.

Transitions & Energies bénéficie des services de Catherine Barnay en tant que « directrice artistique ». Ancienne militante d'Ordre Nouveau, elle témoigne dans le livre d'auto célébration « *Ordre Nouveau raconté par ses militants* »[\[12\]](#), comme Pascal Gauchon ou Bernard Lugan (royaliste qui a donné un coup de main au SO d'Ordre Nouveau et intervient depuis des décennies lors des colloques organisés par la Nouvelle Droite).

Elle a été de tous les coups tordus, parfois destinés à financer son courant politique. Elle fut ainsi cofondatrice en septembre 1973 de la société SERVICE avec notamment Gérald Penciolelli. SERVICE édita du matériel de propagande pour des cadres de la droite classique (notamment UDR)[\[13\]](#) et les premiers numéros de la revue du Grece **Éléments**.

Les soutiens du groupe de « Causeur » furent au cœur de l'activisme international des extrêmes droites

Catherine Barnay était aussi la correspondante en France (via l'agence AFIPE qu'elle animait) de l'équipe de fascistes italiens réfugiés au Chili de Pinochet qui, avec la bénédiction de la DINA, police politique du régime, tentèrent d'améliorer l'image de marque de la dictature militaire[\[14\]](#).

Barnay et Penciolelli étaient au cœur de l'activisme international des extrêmes droites. Si seule la première est citée dans un livre de référence sur la dictature chilienne, les deux bénéficient d'une notice dans l'ouvrage de Pauline Picco nourri des documents des procès italiens sur les « liaisons dangereuses » des extrêmes droites françaises et italiennes[\[15\]](#).

Ce réseau avait de multiples connections avec un réseau international d'anciens nazis et fascistes cherchant à recruter de nouvelles générations. Dans ce cadre l'IREP et sa revue **Confidentiel** (co-dirigée par Gérald Penciolelli avec la collaboration de Catherine Barnay) jouent un rôle certain. Pauline Picco résume : l'IREP « *témoigne de l'implication directe de certaines franges de l'extrême-droite française parlementaire et légaliste dans le soutien aux terroristes italiens* »[\[16\]](#).

Les deux sont cités dans les étonnants mémoires d'un néo-nazi espagnol, responsable de l'édition espagnole de **Confidentiel**, qui passa souvent par Paris en cavale quand il n'était pas hébergé à la prison de la Santé. Ernesto Mila Rodriguez raconte par le menu ses décennies militantes. Sur ce point [son témoignage](#) mérite d'être cité longuement (en

Qui soutient la presse d'extrême droite ? Un voyage dans les
droites radicales depuis 60 ans

<https://www.contretemps.eu> redaction
note [17]). Il explique le « contexte » de la revue **Confidentiel**, une des initiatives politico-journalistiques de Penciolelli et Barnay.

Dans les années 50 et 60, « réseau de relations internationales mis en place à cette époque était avant tout un réseau informel de relations basé sur des expériences passées ». Il s'est structuré : en 1972 « une sorte de « comité de patronage » a été créé, [...] « le présidium », composé de quatre « historiques » : le colonel SS Otto Skorzeny, qui avait libéré Mussolini de la prison du Gran Sasso et avait joué un rôle majeur dans les opérations spéciales du III Reich, Radu Ghenea, [...], un chef de la Garde de fer roumaine, le commandant June Valerio Borghese, [...] après une tentative de coup d'État avortée en Italie et, enfin, Leo Negrelli, ancien ambassadeur de l'Italie fasciste à Lisbonne, résidant à Madrid. Avec ces quatre personnalités, [...] cherchions à [...] d'établir un lien entre « l'ancienne génération » et la « nouvelle génération » de militants ». La stratégie à suivre a été discutée entre Otto Skorzeny, Klaus Barbie, le commandant Borghese.

« En 1977, nous avons réussi à reconstruire une stratégie internationale. [...] En Amérique latine [...] nos amis, membres de certains des réseaux que nous avons définis, étaient au pouvoir ou proches du pouvoir au Chili, en Argentine, au Brésil, en Bolivie, dans plusieurs pays d'Amérique centrale, en Uruguay et au Venezuela. »

« Il s'agissait simplement de créer un réseau international dont la « couverture » était un magazine géopolitique [**Confidentiel**] et qui nous permettrait de passer d'une frontière à une autre avec une excuse. En France, l'initiative a été parrainée par Gérard Pencionelli [sic] et Jean Marc Brissaud, tous deux d'Occident et plus tard des dirigeants d'Ordre Nouveau, d'où ils sont allés au PFN. En Italie, la force motrice était Adriano Tilgher, président de l'Avanguardia Nazionale. En Espagne, le responsable était moi [Ernesto Milà Rodriguez] qui, en même temps, était responsable des éditions argentine et chilienne, une traduction littérale de la version espagnole. [...]» [18]. .

« Le groupe **Confidentiel**, en fait l'IREP, [...] a facilité les contacts et les voyages. [...] Les contacts se sont poursuivis [...], une stratégie internationale a été théorisée. L'un des forums qui a facilité l'échange d'idées et la cristallisation de cette stratégie a été le magazine **Confidentiel**. »

Un ancien patron de *Minute* proche des Renseignements généraux

Frédéric Charprier, dans son livre « *Officines. Trente ans de barbouzeries chiraquiennes* » [19] rapporte les aventures de Gérald Penciolelli au moment où il prit le contrôle de **Minute**. On y apprend sa participation au lancement de la Radio Paris Méditerranée FM soutenue par les saoudiens !

Son passage à **Minute** a été si mouvementé qu'il a réussi à mettre en grève contre lui la rédaction du journal, laquelle a édité, en mai 1999 un numéro pirate de **Minute** qui a habillé son patron pour l'hiver. Il raconte comment **Minute** a creusé son déficit en salariant des employés fantômes que la rédaction n'a jamais vu. Un article « *Penciolelli-Bertrand : les liaisons dangereuses* » aborde les relations entre le rédacteur en chef et Yves Bertrand, le chef des Renseignements Généraux « *Parmi les salariés occultes les plus dévoués à la direction, parmi les plumes les plus douées, et les informateurs les plus prolixes, la Direction Centrale des Renseignements Généraux tenait, au temps de M Penciolelli, une large place.* [20]»

Yves Bertrand, dans son livre « *RG, ce que je n'ai pas dit dans mes carnets* » affirme « *Il était de mon devoir de cultiver un lien avec eux, et je recevais régulièrement à mon bureau le patron de ce journal, Gérald Penciolelli. C'est un type très correct, il ne m'a jamais fait un coup tordu. Ses parents s'étaient pris d'affection pour moi et je l'ai soutenu moralement quand il a connu des difficultés personnelles. Il n'avait rien d'un fasciste caractérisé. C'était un spécialiste du Proche et du Moyen-Orient, à qui on avait même confié des missions semi officielles dans la région. [21]* »

D'où vient alors l'argent ? Gérald Penciolelli a dirigé, hors presse, des affaires profitables, et il a les moyens de réinvestir des sommes importantes dans des aventures de presse plus ou moins militantes, peu ou pas du tout rentables.

Le financement du groupe de presse du **Causeur** ne témoigne pas des caprices individuels d'un mécène fortuné. En effet la multiplicité des actionnaires ne semble pas obéir à une logique de répartition des risques, ni a fortiori de partage de bénéfices inexistant, mais illustre un schéma de société « politique » que l'on retrouve derrière tous les patrimoines (constructions ou terrains), entreprises (à finalité politique ou seulement financière) ou publications de la Nouvelle Droite.

Evoquer les soutiens, des années durant, du groupe de **Causeur**, revient à exposer toute l'histoire de l'extrême droite, en France et dans ses réseaux internationaux, ses différents courants, ses liens avec des institutions étatiques françaises et étrangères, ses cultures politiques, spécialement du courant « Nouvelle Droite ».

Il ne s'agit donc pas d'histoire mais de la permanence militante et discrète de structures destinées à faciliter les entreprises éditoriales de ce courant. Et **Causeur** a *de facto* été une d'entre elles, qui s'est soldée par un demi échec. Les autres contribuent à réarmer intellectuellement et politiquement les droites radicales.

Notes

[1] Steve Bannon a accordé un entretien copieux et intéressant à **L'Incorrect** en juin 2019

[2] **La Revue des deux mondes**, en payant 100 000€ deux notes de lecture, se distingue de ce fait des publications de la droite radicale dont la plupart des contributeurs et contributrices sont bénévoles et les journalistes du siège travaillent beaucoup mais sont payés avec un lance-pierres. Cette revue conservatrice, créée en 1829, offrit un temps un travail plus rémunérateur que prenant à Pénélope Fillon.

[3] Sa notice dans **Challenges** https://www.challenges.fr/classements/fortune/iskandar-safa_2657, une enquête de **Basta Magazine** <https://www.bastamag.net/Convention-de-la-droite-Valeurs-actuelles-Zemmour-milliardaires-qui-possedent-la-presse-Iskander-Safa-Privinvest-Arabie-Saoudite>.

[4] Le « groupe Mulliez qui comprend Auchan, Decathlon, Leroy Merlin, Saint Maclou etc. est une entité qui n'a pas d'existence juridique, juste un ensemble de membres de la même famille (Mulliez) qui détiennent des participations multiples.

[5] Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne.

[6] Cf notamment Philippe Baillet, *Pour l'honneur d'un camarade· Guillaume Faye (1949-2019) par-delà censure et récupération*. Editions le Tocsin Blanc, Budapest, 2020. (70 pages) « L'histoire du Grece et de la Nouvelle Droite est décidément marquée par de nombreux liens avec l'industrie pharmaceutique. Parmi les fondateurs, cadres importants à tel ou tel moment ou auteurs relevant de la mouvance du Grece, il faut rappeler les noms de Jean Marcel Zagamé, ancien adjoint de Jean-Jacques Susini à Ager dans le cadre de L'OAS, puis collaborateur de la revue de la Fédération des étudiants nationalistes (FEN), les **Cahiers Universitaires**, devenu ensuite un responsable de très haut rang dans l'industrie pharmaceutique, chez Merck, puis chez Servier resté très lié à Alain de Benoist et dont on peut penser qu'il a peut-être généreusement financé le lancement de la nouvelle et coûteuse nouvelle formule d'**éléments** [JMZ est actionnaire de la SCI d'Europe Jeunesse en 2010] ; d'Yves Christen qui, avant sa brillante carrière de journaliste scientifique [YC a écrit dans le **Figaro Magazine** et tient une chronique dans **éléments** en 2020] puis de concert avec celle-ci, travailla longtemps pour un laboratoire pharmaceutique basé à Dreux [il a été président de la [Fondation Ipsen](#) (1983-2016)] ; de feu le nancéen Jean-Claude Bardet [ex dirigeant du FN, rédacteur en chef de **Identité** sa revue doctrinale] très lié à la fois à Alain de Benoist et à Bruno Mégret et qui travailla dans le même laboratoire que Yves Christen [il a été Directeur des Ressources Humaines au sein des Laboratoires Beaufour], de Claude Chollet qui fut pour un certain temps un cadre important du Grece [CC en a été président] et qui a exercé dans l'industrie pharmaceutique [CC a travaillé trente ans chez Beaufour IPSEN, il est actionnaire de **Conflits** en 2019] » (page10) Les notes entre crochets sont de RM.

Blandine Hennion mentionne dans *Le Front national, l'argent et l'establishment* La découverte 1993, le Parrainage qu'Albert Beaufour, dirigeant des Laboratoires Beaufour, a accordé au Cercle Renaissance (cercle ami du FN). Elle mentionne aussi Pierre Fabre actuel patron de Sud Radio.

Quoi qu'il en ait été, on imagine mal des firmes pharmaceutiques inonder d'argent **éléments** qui annonçait en couverture de son numéro de juin 2020 « *Big pharma, les labos, nouveaux barons de l'opium* ».

[7] Voir le site qui ressemble à un mini dossier scolaire :
<https://www.fondation-du-pont-neuf.fr/>

[8] C'est via la même société NJJ que Xavier Niel, propriétaire du **Monde**, est actionnaire (très minoritaire) de **Médiapart**.

[9] Jean-François Michaud proche du GUD et du PFN, il fut candidat en 2014 au rachat de **Valeurs Actuelles**, avec Alain Lefebvre, il anime avec lui le Cercle Pol Vandromme, relai bruxellois des auteurs de la droite radicale.

[10] CV de Claude Chollet :
<http://claudechollet.blogspot.com/2013/10/cv-de-claude-chollet-president-de-lojim.html>

[11] <https://institut-iliade.com/ressources-enquete-sur-lhistoire/>

[12] *Ordre Nouveau 1969-1973 raconté par ses militants Témoignages et documents*, Synthèse Editions 2019 (266 p)

[13] Le journal du PS l'Unité a publié une enquête précise sur une de ces opérations
<http://62.210.214.184/unite/u-cata.php?catalogueID=11684&catalogueID=11684&Numeroj>

[14] *La historia oculta del regimen militar Chile 1973 1988*, Uqbar Editores, Santiago du Chili 2008, 725 p (p 162)

[15] Pauline Picco, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*. Presses Universitaires de Rennes, Rennes 2016 (300 p).

[16] Picco (2016) pp 171-172

[17] « Fin 1979, lors d'un de mes déplacements réguliers à Paris, Delle Chiaie [17] m'emmena au bureau d'une agence de communication dirigée par des membres des Forces Nouvelles, rue Malakoff, à deux pas de l'avenue de la Grande Armée. A cette époque, le premier numéro du magazine **Confidentiel** était en préparation, sous-titré « **politique, stratégie, conflits** ». C'était un magazine d'une centaine de pages au format néerlandais avec deux colonnes, abondamment illustrées et avec une mise en page soignée, consacrée à l'analyse politique internationale. La rédaction et les archives de cette publication se trouvaient dans une pièce du bureau, qui sortait trimestriellement pendant trois ans en quatre éditions nationales, française, italienne, espagnole et argentine. Officiellement, le magazine était publié par l'IREP, Institut de recherche et d'études politiques, présidé par Sixto Enrique de Borbón-Parma [Sixte-Henri de Bourbon Parme][17]. En avril 1980, sort le premier numéro de l'édition espagnole dont j'étais responsable.

Cette initiative doit être replacée dans son propre contexte : le réseau de relations internationales mis en place à cette époque était avant tout un réseau informel de relations basé sur des expériences passées et des collaborations formées autour d'un groupe relativement restreint de personnes qui entretenaient des liens et des attaches communs depuis plus d'une décennie. Ce n'était pas seulement une structure militante, mais aussi et surtout un réseau de relations informelles qui se cristallisaient à certains moments et pour certaines actions. Sa gestation avait été longue et, en réalité, elle était l'addition de différents réseaux.

En 1972, une sorte de «comité de patronage» a été créé, ce que nous avons appelé «le présidium», composé de quatre «historiques»: le colonel SS Otto Skorzeny, qui avait libéré Mussolini de la prison du Gran Sasso et avait joué un rôle majeur dans les opérations spéciales du III Reich, Radu Ghenea, un exilé roumain résidant en Espagne et un chef de la Garde de fer roumaine, le commandant June Valerio Borghese, alors exilé en Espagne après avoir été contraint de prendre le chemin de l'exil après une tentative de coup d'État avortée en Italie et, enfin, Leo Negrelli, ancien ambassadeur de l'Italie fasciste à Lisbonne, résidant à Madrid. Avec ces quatre personnalités, ce que nous cherchions à faire, c'était d'établir un lien entre « l'ancienne génération » et la « nouvelle génération » de militants »

« Le groupe **Confidentiel**, en fait l'IREP, était un autre de ces réseaux qui a bénéficié de l'existence d'un magazine extrêmement bien fait tant dans sa forme que dans son contenu. Le fait qu'il y ait eu quatre éditions nationales a facilité les contacts et les voyages et le fait qu'il s'agissait, apparemment, d'un magazine et non d'un parti, a favorisé le fait de pouvoir atteindre n'importe quelle instance avec votre carte de visite.

Tout ce conglomérat apparemment déroutant, très bien défini pour nous, mais qui pour les médias et les services de sécurité de l'Etat, constituait un complot opaque et extrêmement difficile à pénétrer au vu des années de connaissance qui unissaient l'une et l'autre ses membres. A la fin des années 70 et au début des années 80, tout cet environnement était

*en pleine effervescence, chaque partie de chaque réseau fonctionnait dans sa zone d'influence. Les contacts se sont poursuivis et, accessoirement, une stratégie internationale a été théorisée. L'un des forums qui a facilité l'échange d'idées et la cristallisation de cette stratégie a été le magazine **Confidentiel**.*

Quelle était notre analyse à l'époque ? Relativement simple à exposer. Pendant vingt ans, il y avait eu un désaccord fondamental entre le colonel Skorzeny et d'autres anciens combattants allemands et italiens. Certains, comme Klaus Altman [Klaus Barbie], ont fait valoir l'impossibilité de continuer à lutter en Europe en faveur des idéaux anticapitalistes et anticomunistes qui tentaient de lutter contre l'hégémonie mondiale des États-Unis et de l'URSS. Altman [Klaus Barbie] a fait valoir que la situation géopolitique de l'Europe, occupée et divisée, théâtre principal d'une confrontation entre l'Est et l'Ouest au cas où la guerre froide serait devenue « chaude », empêchait le continent d'affronter un combat avec garanties de succès. Skorzeny, pour sa part, pensait qu'il était toujours possible de travailler en Europe, même s'il fallait le faire avec prudence et créer une structure clandestine et informative capable de jouer un avantage. Le commandant Borghèse était du même avis.

Mais entre 1973 et 1977, beaucoup de choses se sont passées en Europe (les régimes portugais, grec et espagnol sont tombés) et une vague de répression a éclaté dans des pays comme la France et l'Italie qui ont anéanti des organisations entières et envoyé des centaines de militants en prison. De plus, il y a eu une offensive générale de l'extrême gauche qui n'a pas hésité à tirer sur nos militants et même à les brûler, eux et leurs familles, dans leurs maisons (comme cela s'est produit en Italie). De plus, l'activité des services de renseignement tendait à susciter des provocations qui s'adressaient directement aux militants de l'extrême droite européenne et dans ces conditions il était très difficile, voire impossible, de mener une lutte politique avec des garanties minimales de succès.

En 1977, nous avons réussi à reconstruire une stratégie internationale. Bien qu'en Europe il était devenu impossible de travailler, dans d'autres zones géographiques une situation beaucoup plus favorable existait. Dans deux zones géographiques spécifiques, nous avons eu de très bons contacts. L'un était en Amérique latine où nos amis, membres de certains des réseaux que nous avons définis, étaient au pouvoir ou proches du pouvoir au Chili, en Argentine, au Brésil, en Bolivie, dans plusieurs pays d'Amérique centrale, en Uruguay et au Venezuela. De même, en Afrique un autre réseau formé autour d'un ancien député du Parlement portugais en tant que représentant des colonies, le noir, Antonio Batica, avait formé autour de lui l'Organisation pour l'Afrique libre qui regroupait les guérilleros anticomunistes du continent africain, entre autres à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ou aux soi-disant soldats de l'opposition algérienne. »

« Il s'agissait simplement de créer un réseau international dont la « couverture » était un magazine géopolitique et qui nous permettrait de passer d'une frontière à une autre avec une excuse. En France, l'initiative a été parrainée par Gérard Pencionelli [sic] et Jean Marc Brissaud, tous deux d'Occident et plus tard des dirigeants d'Ordre Nouveau, d'où ils sont allés au PFN. En Italie, la force motrice était Adriano Tilgher, président de l'Avanguardia Nazionale. En Espagne, le responsable était moi [Ernesto Milà Rodriguez] qui, en même temps, était responsable des éditions argentine et chilienne, une traduction littérale de la version espagnole. Le magazine était trimestriel. Au premier rang de tout cela se trouvait un membre bien connu de la noblesse européenne [Il s'agit de Sixte-Henri de Bourbon Parme] »

« Le premier numéro de **Confidentiel**, un luxueux magazine sous-titré « Politique, stratégie, conflits » était déjà paru. Dédié à la géopolitique et à la politique internationale, il était animé par le noyau central qui animait le Parti des Forces Nouvelles, une branche française de « l'euro-droite » qui avait Piñar et Giorgio Almirante comme piliers en Espagne et en Italie. Le Pen était alors un personnage considéré comme marginal dans l'extrême droite française. Le magazine a été publié par un cercle qui opérait comme une société de publicité de la rue parisienne Malakoff, à deux pas de l'avenue de la Grande Armée, l'Institut de recherche et d'études européennes. »

[18] Ernesto Mila Rodriguez a publié sur son blog ses mémoires, l'équivalent d'un livre de 500 pages, remplies d'anecdotes, de noms, de dates, de digressions. Il est probable que l'auteur tente de se rendre plus sympathique qu'il l'a été. Il est certain qu'il en dit peu sur certains sujets, notamment sur le rôle réel des « amis » sud-américains qui travaillaient au sein des polices politiques des dictatures.

<https://ernestomila.blogspot.com/2009/06/ultramemorias-i-de-x-recordando-enzo.html>

[19] Frédéric Charpier, *Officines, trente ans de barbouzeries chiraquiennes*, Paris, Seuil, 2013, notamment pp. 146 à 170. Charpier s'appuie en particulier sur les « blancs » (fiches) des Renseignements Généraux qui ont été saisis par la justice chez Yves Bertrand, ex chef des RG, et qui ont « fuité » ensuite vers la presse.

[20] **Un faux Minute**, 19 mai 1999, page 4.

[21] Yves Bertrand, *Ce que je n'ai pas dit dans mes carnets...*, Fayard, 2009 (407 p), page 246.